



L'axe franco-allemand, moteur de la santé mondiale

Novembre 2020

Le think tank « Santé mondiale 2030 » existe depuis octobre 2016. Il regroupe des personnalités impliquées dans la santé mondiale : Françoise Barré-Sinoussi, Paul Benkimoun, Michel Cot, Sana de Courcelles, François Dabis, Annabel Desgrées du Lou, Jean-François Delfraissy, Eric Fleutelot, Frédéric Goyet, Mathieu Lamiaux, Michel Kazatchkine, Marie-Paule Kieny, Lelio Marmora, Benoît Miribel, Olivier Nay, Louis Pizarro, Anna-Laura Ross, Benoît Vallet. Stéphanie Tchiombiano en est la coordinatrice.

Les membres du groupe le sont à titre individuel et non au nom de leurs organisations respectives. Le présent document est le fruit d'un travail collectif au sein du groupe. Il n'engage en aucun cas, ni ne reflète l'opinion individuelle de chacun des membres.

*Contact : santemondiale2030@gmail.com
www.santemondiale2030.fr
[@Sante2030](https://twitter.com/Sante2030)*

Fortes du dynamisme de leurs communautés d'acteurs nationaux allemands et français (agences publiques, experts techniques, chercheurs, associations), de la maturité de leurs systèmes de santé, et du contexte international, la France et l'Allemagne cumulent de nombreux atouts pour exercer une influence forte sur la scène internationale dans les mois et les années qui viennent. Le renforcement de l'axe franco-allemand de la santé mondiale permettra de développer des synergies, d'augmenter la capacité d'influence des deux pays et leur efficacité partagée sur la scène internationale, en entraînant leurs partenaires européens vers une véritable « Europe de la Santé¹ ». En déclinant, dans le domaine sanitaire, les accords de coopération et d'intégration du Traité d'Aix-la-Chapelle², le duo franco-allemand doit réaffirmer le rôle moteur de la santé mondiale, fondée sur les droits humains. Il pourra ainsi façonner l'architecture multilatérale en santé mondiale et lutter contre les risques de repli sur soi et de montée des populismes exacerbés par la crise de la Covid-19.

L'axe franco-allemand, moteur de la santé mondiale

Plus que jamais, les questions de santé doivent aujourd'hui se penser au niveau mondial, et la crise de la Covid-19 en est un douloureux rappel. Pilier des Objectifs de Développement Durable (ODD), facteur de paix et de croissance économique, la santé occupait déjà une place importante sur la scène internationale, notamment grâce à une implication croissante de la France et de l'Allemagne. Cette place va devenir centrale dans les années à venir. Si les enjeux sont évidemment sanitaires, ils sont aussi géopolitiques dans l'environnement incertain qui est le nôtre, marqué par les positions américaines ou encore brésiliennes sur le multilatéralisme et l'OMS, le Brexit mais aussi la montée en puissance de la Chine. Dans ce contexte, et face à la montée des populismes et du repli sur soi, **il est non seulement important que la France et l'Allemagne renforcent leurs liens et construisent des alliances stratégiques plus systématiques mais il est aussi nécessaire qu'elles portent ensemble, et d'une voix forte, les valeurs d'humanisme et de solidarité qui sont les leurs.**

Il nous semble en effet que **la France et l'Allemagne partagent une communauté d'intérêt, de valeurs et de vision en matière de santé mondiale.** Elles accordent toutes les deux une place centrale à la lutte contre trois pandémies (sida, tuberculose et paludisme), au renforcement des systèmes de santé, y compris communautaires, à l'accès au soin des populations vulnérables et aux droits sexuels et reproductifs. France et Allemagne considèrent toutes deux que la santé ne se réduit pas au secteur sanitaire, qu'elle doit être appréhendée de manière transversale, avec ses implications économiques, sociales, internationales. Les deux pays insistent également beaucoup dans leurs prises de parole sur la scène internationale sur la couverture universelle en santé (les deux pays sont co-fondateurs de l'initiative « *Providing for Health* »), sur l'accès à la santé comme bien public commun et sur les questions de genre et d'inégalité femmes / hommes³. Les deux pays ont bien sûr leurs spécificités thématiques (l'accès aux produits de santé et la santé de la mère et de l'enfant pour la France / la lutte contre la résistance aux antimicrobiens pour l'Allemagne) ou géographiques (les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest et centrale pour la France / les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale pour l'Allemagne), mais tous deux défendent (1) une certaine idée de la santé mondiale, fondée sur les droits humains et la justice sociale, (2) une approche accordant une place centrale à l'État et à la couverture universelle en santé, (3) un portage politique au plus haut niveau (par le Président de la République en France, par la Chancelière fédérale en Allemagne), (4) une défense active du multilatéralisme, dans lequel France et Allemagne investissent toutes les deux financièrement⁴ et politiquement.

A l'issue d'un processus participatif de plus de 18 mois⁵, l'Allemagne vient de se doter d'une nouvelle stratégie en santé mondiale⁶. La France commencera ce travail de redéfinition dans quelques semaines⁷. Du fait de la maturité de leurs systèmes de santé respectifs, du dynamisme de leurs communautés d'acteurs nationaux (agences publiques, experts techniques, chercheurs, associations, entreprises⁸), les deux pays ont énormément d'atouts pour exercer une influence forte sur la scène internationale. Renforcer les liens qui existent déjà (le *World Health Summit* en est le parfait exemple) permettra de consolider leur capacité d'influence et leur efficacité partagée sur la scène internationale.

L'implication des deux pays a été particulièrement décisive pour la santé mondiale, ces dernières années : En 2017, la santé mondiale a été mise à l'agenda du G20 présidé par l'Allemagne. En 2018, L'Allemagne a lancé, avec le Ghana et la Norvège, le plan d'action mondial (GAP, Global Action Plan) visant à renforcer la collaboration entre toutes les organisations internationales impliquées sur la santé. En 2019, la France a accueilli la sixième conférence de reconstitution du Fonds mondial. En 2020, la France et l'Allemagne ont été particulièrement impliquées dans l'élaboration et la négociation de la résolution « Riposte à la Covid-19 » adoptée par l'Assemblée mondiale de la santé. La Présidence allemande du Conseil européen⁹ est jusqu'à la fin de l'année une excellente opportunité pour approfondir cet investissement commun.

Pourquoi l'axe franco-allemand de la santé mondiale est-il important ?

Les intérêts liés au renforcement de l'axe franco-allemand en santé mondiale sont multiples, mais cinq d'entre eux nous semblent prioritaires :

1- Échanger sur nos approches respectives en matière de santé mondiale

La France et l'Allemagne ont beaucoup à apprendre l'une de l'autre en matière de santé mondiale. La France pourrait par exemple partager son expérience en matière de financements innovants (taxes sur les billets d'avion et sur les transactions financières), en matière de coordination de la recherche (avec l'exemple de l'Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites, qui s'élargira dès 2021 aux urgences) ou encore d'une recherche résolument orientée vers les pays à revenus limités (IRD, réseau des Instituts Pasteur, CIRAD, etc.). L'Allemagne pourrait quant à elle transmettre son expérience sur la construction du « *Global Health Hub* » qu'elle a mis en place en 2019¹⁰, à l'initiative du ministère de la Santé, et qui regroupe 200 partenaires de tous les secteurs impliqués en santé mondiale (chercheurs, industriels, décideurs, représentants de la société civile et du monde académique, think tanks, etc.). L'expérience de la German Health Alliance¹¹ pourrait également être une source d'inspiration pour les acteurs français. Des liens relativement forts existent déjà entre les équipes ministérielles, les agences de coopération¹², ou dans le domaine de la recherche. Les deux pays sont par ailleurs et comme nous l'avons déjà évoqué, à l'initiative du World Health Summit¹³. Cette conférence est évidemment une opportunité pour renforcer les liens entre les acteurs des deux pays et porter des messages communs.

Proposition du think tank : Institutionnaliser les contacts stratégiques et politiques en santé mondiale, par un dialogue soutenu au niveau des coordonnateurs de la politique de santé mondiale français et allemands, et une parole commune annuelle au niveau politique le plus haut. La systématisation d'une rencontre, réunissant chercheurs, décideurs, société civile et think tanks des deux pays, chaque année en marge du World Health Summit, pourrait lancer cette dynamique.

2- Renforcer la place de la santé dans la dynamique européenne

La coopération renforcée entre les deux pays pourrait stimuler les 25 autres États membres à mieux se coordonner et à faire de la santé une priorité sur l'agenda européen, ce qu'elle n'était pas jusque-là et ce qu'elle devient à marche forcée. Le Brexit a modifié l'équilibre des forces au niveau européen. La crise Covid-19 vient également rebattre les cartes et remettre la santé au cœur des priorités nationales, européennes et internationales. Cette crise appelle à une réponse collective, concertée, et solidaire des pays de l'Union européenne. Elle révèle également les faiblesses de coordination scientifique, opérationnelle et industrielle. Le Parlement européen considère désormais la santé comme l'une des priorités pour la Commission européenne¹⁴ et la Commission européenne a démontré sa volonté de jouer un rôle de leadership en organisant la conférence de donateurs pour le vaccin¹⁵. France et Allemagne se sont engagées pour soutenir la création d'un équivalent européen du BARDA¹⁶. Les populations européennes sont en attente d'une Europe qui protège davantage leur santé, qui soit à la fois plus transparente et plus régulatrice. Le plan de relance économique européen a contribué au rapprochement des deux pays¹⁷. Le Président français et la Chancelière allemande ont tous deux appelé à une refondation de la stratégie européenne et à ce qu'ils ont appelé une « souveraineté sanitaire stratégique¹⁸ ». Le statut actuel de la santé dans les traités européens, relevant du niveau national, ne pourra évoluer qu'à moyen terme, et progressivement, en s'appuyant sur des avancées concrètes, lisibles par les citoyens.

Ceci doit passer par une augmentation des capacités de recherche et de développement de nouveaux produits de santé, par la constitution de stocks stratégiques communs pour certains produits de santé sensibles, par la coordination des politiques en matière de marchés publics, par la mise en place d'un groupe de travail coordonnant les réponses nationales au sein du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC¹⁹) et par la mise en place de bases de données comparables entre les États membres²⁰. Au-delà des crises sanitaires internationales qui sont au cœur de toutes les attentions actuellement, les enjeux sanitaires qui se jouent au niveau européen sont nombreux et importants (surveillance des impacts toxiques, réglementation en matière de lutte contre le tabac, directives européennes en matière de marketing alimentaire, encadrement de l'accès aux médicaments, ressources humaines en santé, réduction de l'impact du changement climatique, etc.).

Proposition du think tank : tirer parti des présidences de l'Union Européenne de l'Allemagne (deuxième semestre 2020) et de la France (premier semestre 2022) pour promouvoir un mandat clair dévolu à la Commission européenne en matière de santé, appuyé sur une Direction Générale Santé et des agences européennes renforcées.

3- Renforcer la coopération scientifique entre la France et l'Allemagne

La crise Covid a placé la communauté scientifique face à un défi sans précédent. Face à l'urgence de trouver des solutions thérapeutiques et préventives, la nécessité de déployer une dynamique européenne semble évidente. Les liens entre les chercheurs français et les chercheurs allemands en santé existent (on peut par exemple citer ici des recherches communes en matière d'antibiorésistance²¹, de sida, d'hépatites virales ou de paludisme, ainsi que les liens entre l'Institut Pasteur et l'Institut Robert Koch), mais la coopération scientifique entre nos deux pays pourrait être largement renforcée. Au-delà de collaborations effectives entre équipes de recherche, il faudrait aussi développer une vision politique commune des priorités de recherche et des dispositifs souples, harmonisés, facilitant les cofinancements. Citons à ce propos le programme franco-allemand de financement de la recherche contre l'antibiorésistance piloté en France par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) via l'Agence nationale de la recherche (ANR), et le ministère fédéral allemand de l'Éducation et de la Recherche (BMBF). L'Union européenne représente aujourd'hui près d'un tiers de la production scientifique et technologique mondiale²², mais la constitution d'une communauté institutionnalisée de chercheurs franco-allemands pourrait stimuler une coordination européenne plus dynamique, au-delà de ce qui est mis en place par le traité de Lisbonne²³ et le programme commun Horizon Europe²⁴.

Proposition du think tank : (i) soutenir l'idée de création d'un Conseil Européen de la Recherche en Santé (« European Health Research Council »), (ii) systématiser les réunions de concertation des acteurs de la recherche.

4- Peser sur la gouvernance de la santé mondiale

La France et l'Allemagne gagneraient à préparer ensemble et à coordonner encore plus systématiquement leurs positionnements au sein des conseils d'administration des organisations de santé mondiale auxquelles elles participent. Si cela se fait systématiquement au sein du conseil de coordination de l'ONUSIDA (où la France et l'Allemagne occupent un siège commun), et très régulièrement au sein du conseil d'administration du Fonds mondial²⁵, des synergies pourraient s'amplifier encore au sein de Gavi, de l'UHC2030²⁶ ou, bien sûr, de l'OMS. Les deux pays se retrouvent au sein de plusieurs initiatives internationales (IHP+, *Global polio eradication initiative*, Coalition pour la préparation des épidémies, etc.) et s'accordent notamment sur la nécessité de renforcer le rôle de l'OMS. La récente initiative de l'Allemagne et du Ghana (GAP), qui a mené à la mise en place d'un plan d'action mondial pour améliorer la coordination et la coopération des agences internationales impliquées dans la santé mondiale, constitue par exemple un sujet important de leur agenda commun, au même titre que la réflexion sur l'architecture internationale post-Covid de la santé mondiale. Par son ampleur et sa gravité, la crise actuelle risque d'entraîner des modifications importantes du paysage institutionnel de la santé mondiale dans les années à venir. La France et l'Allemagne se sont toutes les deux positionnées en soutien fort du

multilatéralisme, appelant l'une et l'autre à renforcer le rôle de l'OMS. Il faudra qu'elles tiennent leurs positions, avec leurs partenaires, en premier lieu européens et défendent le principe d'une évaluation indépendante et constructive, contre toute instrumentalisation politique des uns ou des autres.

Propositions du think tank : (i) systématiser la préparation commune des réunions des conseils d'administration des organisations multilatérales et (ii) renforcer encore les liens entre représentations permanentes de la France et de l'Allemagne à Genève

5- Porter la santé mondiale dans l'agenda des relations internationales

Jusqu'à la crise de Covid-19, les questions de santé occupaient une petite place lors des sommets internationaux, à l'exception du G7/G8 où elle est abordée depuis 2001, sous l'angle de la solidarité avec les pays en développement pour lutter contre les 3 pandémies, ou pour la santé maternelle et infantile. Les débats en lien avec la santé sont parfois vifs dans les arènes qui ne sont pas spécifiquement dédiées à la santé, comme par exemple sur l'accès aux médicaments (brevets, propriété intellectuelle), l'agriculture, l'environnement ou le réchauffement climatique.

La France et l'Allemagne font partie de ceux qui n'ont pas attendu la crise pour porter les questions de santé en haut de cet agenda. La France, l'Allemagne et l'Union européenne sont par exemple fondatrices de l'Alliance Sahel, créée en 2017 pour soutenir les pays du G5 Sahel²⁷. Cette initiative pourrait être un catalyseur de ce partenariat privilégié entre la France et l'Allemagne, tout en restant ouvert aux autres acteurs. La crise du Covid vient modifier l'agenda international et renforcer les risques de repli sur soi. La France et l'Allemagne doivent s'assurer que la santé reste une priorité de niveau élevé sur la scène internationale. Ceci est d'autant plus important que la santé porte des enjeux géopolitiques, sociaux et économiques, directs et indirects.

Proposition du think tank : systématiser l'inscription du thème « santé mondiale » dans l'agenda des différents évènements internationaux (il pourrait par exemple être systématiquement intégré à l'agenda du Paris Peace Forum).

ANNEXE 1 : Présentation de Santé mondiale 2030

Santé mondiale 2030 est un groupe de réflexion indépendant qui réunit depuis 2016 des personnalités impliquées depuis longtemps sur les questions de santé mondiale. Il inscrit ses réflexions dans le cadre des Objectifs du développement durable.

NOTRE ENGAGEMENT

La France est l'un des plus gros pourvoyeurs de financements internationaux en santé mais son influence dans les instances internationales et les plateformes de partenariats en santé reste limitée. Nous sommes convaincus que la France n'est audible et écoutée dans les arènes internationales de la santé mondiale que lorsque ses acteurs parviennent à porter un message fort et cohérent, structuré autour d'objectifs clairs et stables, porté par des valeurs qui sont attachées à l'histoire de la santé en France

*Notre objectif est de **formuler des recommandations** sur la politique de la France en matière de santé mondiale et de **mobiliser tous les acteurs** pour que les enjeux sanitaires s'imposent comme un axe stratégique de l'aide internationale française*

NOS PRECEDENTES NOTES

- 1 - [Livre blanc sur la santé mondiale](#)
- 2 - [Manifeste : Notre vision de la santé mondiale](#)
- 3 - [La santé est une priorité pour le Sahel](#)
- 4 - [Redonner du souffle à la lutte contre la tuberculose](#)
- 5 - [De l'importance du Commissariat européen à la Santé](#)
- 6 - [Contribution à la préparation de la prochaine conférence de reconstitution du Fonds mondial](#)
- 7 - [L'existence d'un commissariat européen à la santé est essentielle pour la santé des européens](#)
- 8 - [Le dispositif institutionnel français en matière de santé mondiale : réflexions et propositions](#)
- 9 - [ONUSIDA : quels enjeux, quel futur ?](#)
- 10 - [Représentations de l'influence française en santé mondiale dans les organisations internationales basées à Genève](#)
- 11 - [Structurer le champ académique de la santé mondiale en France](#)
- 12 - [Soutenir l'OMS dans son rôle de coordination de la gestion mondiale de l'épidémie Covid-19](#)
- 13 - [L'inclusion et la participation de toute la société à la réponse au Covid-19. Eléments de réflexion](#)
- 14 - [Anticiper l'évaluation de la réponse internationale à la première vague de Covid-19 : enjeux, attentes et points d'attention](#)
- 15 - [Faut-il sauver le soldat OMS ?](#)

NOS MEMBRES

Santé mondiale 2030 regroupe des personnalités impliquées depuis longtemps dans la santé mondiale, comme Françoise Barré-Sinoussi, Paul Benkimoun, Michel Cot, Sana de Courcelles, François Dabis, Annabel Desgrées du Lou, Jean-François Delfraissy, Éric Fleutelot, Frédéric Goyet, Mathieu Lamiaux, Michel Kazatchkine, Marie-Paule Kieny, Lélío Marmora, Benoît Miribel, Olivier Nay, Louis Pizarro, Anna-Laura Ross, Benoît Vallet. Stéphanie Tchiombiano en est la coordinatrice.

Notre vision de la Santé mondiale

La santé mondiale est un **droit fondamental** de la personne. Elle est aussi un **bien commun mondial**. **L'accès universel à la santé** et la construction de système de santé pérennes sont des enjeux centraux de **développement humain**, de **l'économie** et de la **lutte contre la pauvreté**, ainsi que de la **sécurité**. Ils contribuent dès lors de façon décisive au **développement inclusif des sociétés** et à la **paix**.

Les enjeux sanitaires sont complexes et appellent à des **visions stratégiques de long terme** pour relever les défis posés par la mondialisation, l'intensification des échanges humains, les transitions démographiques ou le changement climatiques.



¹ Le Concept d'Europe de la Santé pose de nombreuses questions. En effet, Pour mettre en place une « Europe de la santé » plus ambitieuse que celle que les traités ont déjà permis de construire, il faudrait notamment travailler sur le périmètre des actions à entreprendre et préciser les domaines sur lesquels la dimension européenne peut être un atout pour les pays membres : recherche, gestion des risques, veille, promotion de la santé, etc.

² Signé le 22 avril 2019, le traité d'Aix-la-Chapelle ([disponible ici](#)) est un traité de coopération et d'intégration entre la France et l'Allemagne. Il intervient exactement 56 ans après le traité de l'Élysée, qu'il vise à compléter. Il prévoit notamment un rapprochement des politiques économiques, diplomatiques et de défense des deux pays. Entré en vigueur le 22 janvier 2020, l'article 18 du traité stipule que les deux États s'emploient à renforcer le processus de mise en œuvre des instruments multilatéraux relatifs au développement durable, à la santé mondiale et à la protection de l'environnement et du climat, en particulier l'Accord de Paris du 12 décembre 2015 et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies.

³ On peut citer ici l'annonce française de ce qu'Emmanuel Macron appelle une « diplomatie féministe », l'accueil en France du Forum Génération Égalité et les prises de paroles régulières d'Angela Merkel sur ce thème. Angela Merkel a d'ailleurs reçu le Prix international de l'Égalité des genres (*International Gender Equality Prize*) fondé par le gouvernement finlandais, en mars 2018.

⁴ Rappelons que la France et l'Allemagne ont respectivement la 2^{ème} et la 4^{ème} place parmi les donateurs historiques du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ([source Fonds mondial](#)). En 2019, 72% de l'aide publique au développement en santé mondiale française est passée par les organisations multilatérales, versus 62% de l'Aide publique au développement en santé mondiale allemande ([source IHME](#)).

⁵ Kickbusch I, Farrar J, Challis M. A new global health strategy for Germany. *BMJ*. 26 juil. 2019;l4662.

⁶ L'Allemagne vient de se doter d'une nouvelle stratégie en santé mondiale. Élaborée à la suite d'un processus participatif qui aura duré plus de 18 mois, la nouvelle stratégie intitulée « Responsabilité, innovation, partenariat : organiser ensemble la santé mondiale », fixe 5 priorités pour la période 2020-2030 : 1) promotion de la santé et prévention des maladies, 2) approche commune environnement / climat / santé, 3) Renforcement des systèmes de santé, 4) Protection de la santé et lutte contre les crises sanitaires internationales, et 5) promotion de la recherche et de l'innovation. La nouvelle stratégie est [disponible ici](#).

⁷ La stratégie actuelle porte sur la période 2017-2021 ([disponible ici](#))

⁸ L'Allemagne est également très active sur le plan de la diplomatie économique, avec son « *German healthcare partnership* », qu'on peut considérer comme un grand frère de la marque Française « *French HealthCare* » créée en 2017.

⁹ Présidence allemande du conseil de l'Union européenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020. Le programme est [disponible ici](#).

¹⁰ Green A. Germany's Global Health hub. *The Lancet*. mars 2019;393(10174): 862.

¹¹ <https://gha.health/en/>

¹² Les opérateurs français (AFD) et allemand (KfW) ont signé, en août 2019, un partenariat qui prévoit plusieurs niveaux de collaboration renforcée sur les plans stratégique, opérationnel (reconnaissance de leurs procédures respectives), partage des connaissances et communication conjointe. Plusieurs sujets de réflexions communes ont été définis : l'efficacité de l'aide, l'agenda international sur le climat, et le renforcement du système européen de coopération ([source](#)).

¹³ Conférence internationale rassemblant chaque année des milliers d'experts en santé mondiale à Berlin. Plus d'informations disponibles [ici](#).

¹⁴ Dans une [résolution adoptée le 10 juillet](#), le Parlement a appelé de ses vœux la mise en place d'une Union européenne de la santé, dont la stratégie serait basée sur les principes suivants : la création de normes minimales communes pour des soins de santé de qualité, sur base des tests de résistance des systèmes de santé des États membres afin d'identifier leurs points faibles et les préparer à de futures crises sanitaires ; l'établissement d'un « mécanisme européen de réaction » pour réagir rapidement et efficacement aux crises sanitaires grâce à une coordination accrue et une meilleure gestion de la réserve stratégique de médicaments et de matériel médical ; la facilitation d'un accès abordable pour tous aux vaccins et traitements contre la Covid-19 dès qu'ils seront disponibles ; la mise en œuvre de l'approche « santé dans tous les domaines d'action », en réunissant la dimension sanitaire des domaines tels que l'agriculture, le transport, le commerce international, la recherche, l'environnement et la protection du climat.

¹⁵ Le 4 mai 2020, la Commission européenne a organisé une conférence mondiale des donateurs en ligne qui a permis de récolter 7,4 md€ pour mettre au point des outils de diagnostic, des traitements et des vaccins contre le coronavirus et les distribuer dans le monde entier.

¹⁶ Rattachée au ministère américain de la santé, la BARDA (Biomedical Advanced Research and Development Authority) est une agence pour la recherche et le développement de produits de santé, créée

en 2006 pour lutter contre les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, ainsi que contre la grippe pandémique et les maladies infectieuses émergentes. Mme Van Der Leyen a annoncé en septembre la création de l'équivalent européen de la BARDA.

¹⁷ Le 18 mai 2020, la France et l'Allemagne ont proposé une initiative commune pour la relance européenne, notamment la création d'un fonds de relance européen pour la solidarité et la croissance, qui sera doté en juillet 2020 d'un montant global de 750 Md€, dont 390 Md€ de subventions. Par cet accord, le principe d'un endettement commun au nom de l'ensemble des États membres est acté pour la première fois

¹⁸ Discours du 18 mai 2020, par Emmanuel Macron et Angela Merkel, [disponible ici](#).

¹⁹ Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies a été établi en 2005. C'est une agence de l'UE ayant pour objectif de renforcer les défenses de l'Europe contre les maladies infectieuses. Le Centre a pour mission de déceler, d'évaluer et de communiquer les menaces actuelles et émergentes que des maladies transmissibles représentent pour la santé.

²⁰ Cette souveraineté sanitaire comporterait 5 dimensions : 1), Augmentation des capacités de recherche et développement dans le domaine des vaccins et des traitements, ainsi que la coordination et le financement au niveau international (Initiative ACT-A) ; 2) Constitution de stocks stratégiques communs de produits pharmaceutiques et médicaux (équipements de protection, kits de tests...) et développement des capacités de production de ces produits dans l'Union européenne ; 3) Coordination des politiques européennes en matière de marchés publics communs pour les vaccins et traitements futurs (par exemple, la fabrication et le stockage de futurs vaccins potentiels) afin de parler d'une seule voix face à l'industrie pharmaceutique et de garantir un accès européen et mondial plus efficace ; 4) Mise en place d'une « task-force » de l'UE chargée de la santé au sein du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies et la charger, aux côtés des institutions nationales, d'élaborer des plans de prévention et de riposte face aux futures épidémies ; 5) Définition de normes européennes communes en matière d'interopérabilité des données sanitaires (par exemple une méthodologie harmonisée permettant de disposer de statistiques comparables sur les cas lors d'épidémies).

²¹ L'Allemagne a notamment joué un rôle clé dans la création du « *Global AMR research and development Hub* », aujourd'hui basé à Berlin, pour coordonner les efforts et les initiatives internationales dédiées au sujet.

²² « La politique européenne de la recherche », [disponible ici](#).

²³ Le traité de Lisbonne encadre actuellement le fonctionnement de l'Union européenne. Adopté en 2009 après le rejet du traité établissant une constitution pour l'Europe (TECE), il adapte en profondeur les règles des anciens traités pour permettre une meilleure coordination entre États membres.

²⁴ Le Programme Horizon Europe est le programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation pour la période allant de 2021 à 2027. Il remplace le programme Horizon 2020. Doté d'un budget de 80,9 milliards d'euros pour la période 2021-2027, il s'est donné les objectifs suivants : 1), renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'Union ; 2) stimuler sa compétitivité, y compris celle de son industrie ; 3) concrétiser les priorités politiques stratégiques de l'Union ; et 5) contribuer à répondre aux problématiques mondiales, dont les objectifs de développement durable.

²⁵ La France et l'Allemagne ont partagé un siège commun pendant deux ans, au moment de la création du Fonds mondial. Les deux pays portent régulièrement des positionnements communs, notamment sur l'importance du renforcement des systèmes de santé ou le rôle des CCM. Les deux dispositifs d'Assistance technique liés au Fonds mondial (Back Up Health / Initiative 5%) travaillent également de manière très étroite.

²⁶ Les deux pays ont participé activement à l'élaboration du « *Vision paper* » sur la couverture universelle en santé de l'UHC2030.

²⁷ L'initiative Sahel vise à mobiliser les investissements et les ressources de façon plus efficace afin d'améliorer l'appui des partenaires à la stabilisation, à l'élimination de la pauvreté et au développement sur le long terme de la région. Lors du sommet du G7 en 2019, France et Allemagne ont lancé un pacte pour la sécurité du Sahel, réaffirmant ainsi leur engagement.